

Nouvelles locales du mercredi 05 novembre 2014

@rib News, 05/11/2014 | Soci@t@ - Le Conseil National de la Communication (CNC) d@clare que la Radio Publique Africaine (RPA) veut diviser les membres de ce conseil. En effet, le directeur de la RPA a affirm@ que ce conseil n@™ pas voulu ou ne s@™ est pas mis d@™ accord pour transmettre en justice le dossier en rapport la plainte d@pos@e par le gouv de la province de Bubanza et le parti CNDD-FDD contre le correspondant de cette radio dans cette m@me province. Selon le pr@sidant de ce conseil, ces propos de Bob Rugurika sont de nature @ semer la division au sein des membres de ce conseil du moment que les motifs de la non transmission de ce dossier @ la justice ne r@side pas dans le manque de consensus. Richard Giramahoro pr@cise plut@t qu@™ ils ont dress@ un proc@s-verbal de confrontation entre le demandeur et le d@fendeur et que leur t@che s@™ arr@te aux conseils et aux punitions @ventuelles en cas de manquement grave. [isanganiro/rpa/rtr/rtnb/bonesha]

l Politique - Le parti PACIDE-Imboneza affirme qu@™ il a @t@ @tonn@ de voir qu@™ il n@™ a re@su aucun membre de composition de la CENI et de ses d@membres surtout les Commissions Electorales Communales Ind@pendantes (CECI). Selon le pr@sidant de ce parti, c@™ est une honte au moment o@ ils avaient donn@ des candidatures presque partout dans les communes. Aloys Baricako demande @ la CENI de revoir la liste des membres des CECI pour essayer de faire un @quilibre dans la repr@sentation de ceux qui devront participer aux @lections afin de pr@server la confiance que ces derniers ont de cet organe charg@ de la pr@paration des @lections. Selon lui, si tel n@™ est pas le cas, il est fort probable que les @lections soient une occasion pour tromper ceux qui ne sont pas repr@sent@s ou qui ne le sont que faiblement. [rpa/bonesha] - Selon un politologue et professeur d@™ Universit@, le processus de pr@paration des @lection devrait voir la participation de tout le monde qui le d@sire. Toyi Oscar trouve que la CENI devrait corriger les erreurs d@j@ soulev@s par les politiciens ou organisations de la soci@t@ civile pour @viter un d@rapage dans son travail. Il trouve aussi que si un climat malsain persiste entre la CENI et ses partenaires politiques, cela a de graves cons@quences dans la cr@dibilit@ des r@sultats. Il donne l@™ exemple de 2010 o@ les partis politiques se sont retir@s de la course @lectorale constate que cela t@moigne d@™ un @sa ne va pas. Il demande donc @ la CENI d@™ @tre souple et ouverte aux critiques et corriger le cas @ch@ant les imperfections soulev@s. [isanganiro/rpa/bonesha] - Alors que des critiques continuent de pleuvoir contre la composition des Commissions Electorales Communales Ind@pendantes (CECI), les membres de ces derniers ont pr@t@ serment ce mercredi devant les Commissions Electorales Provinciales Ind@pendantes (CEPI) dans tout le pays, chaque activit@ se passant au chef-lieu de chaque province. Tenant le drapeau national et celui de l@™ unit@ nationale par la main gauche et la main droite lev@e, ils juraient de veiller au bon d@roulement des @lections d@™ une mani@re ind@pendante, neutre, de proc@der au comptage de voix sans sp@culation et de s@™ abstenir de tout comportement qui porterait atteinte au bon d@roulement des @lections. Dans la ville de Bujumbura, sur une trentaine de partis politiques qui avaient propos@ des candidatures, seuls dix ont pu avoir au moins un membre. La CENI de son c@t@ promet de proc@der, conform@ment @ la loi, au remplacement des membres d@missionnaires comme par exemple le repr@sentant de l@™ OLUCOME dans la commune Rohero, le repr@sentant du CNDD-FDD dans la commune de Kanyosha et le repr@sentant de l@™ association CODER-Ubuntu dans la commune de Buyenzi. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha/rtnb]

l Justice - Le barreau pr@s la cour d@™ appel de Bujumbura a re@su un prix de la part de l@™ association des barreaux de France et ce prix est baptis@ "Avocat acteur de la d@mocratie". Selon le b@tonnier ad int@rim de cette association, il s@™ agit d@™ une reconnaissance de la communaut@ juridique du monde entier des actes concrets que ce barreau de Bujumbura m@ne en faveur de la d@mocratie. Ma@tre Gabriel Sinarinzi regrette tout de m@me le climat malsain qui r@gne entre le gouvernement du Burundi et le barreau alors que cette association n@™ a pas pour but de faire un bras de fer avec le gouvernement. Signalons que cette @valuation de la situation juridique avait r@uni l@™ association des barreaux de France et de 36 autres pays du monde dont le Burundi. [bonesha/rpa]

l S@curit@ - Deux corps sans vie d@™ une femme et de son enfant ont @t@ d@couverts ce mercredi matin sur les rives du lac Tanganyika au niveau de la localit@ de Rutumo de la zone Minago en commune Rumonge de la province Bururi. Selon des sources sur place, le corps de l@™ enfant pr@sentaient des blessures ce qui n@™ @tait pas le cas pour celui de sa m@re. Les m@mes sources ajoutent aussi que cette femme @tait mentalement malade et @tait install@e @ Rutumo depuis trois ans. Le chef de la colline Rutumo a de son c@t@ aid@ pour que le corps de l@™ enfant qui flottait sur les eaux du lac soit ramen@ @ la terre ferme. L@™ administration de la police confirme ces informations et ajoutent qu@™ elles ne peuvent pas constituer ou retracer avec certitude les circonstances de cette double mort. Ajoutons que le premier enfant de cette femme avait d@j@ @t@ r@cup@r@ par des membres de sa famille il y a quelques temps. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- La population de la commune urbaine de Bwiza dans le quartier de Jabe III d@nonce la mesure prise par le ministre de la S@curit@ publique d@™ interdire @ la population de contr@ler le mouvement des bandits dans ce quartier au moyen des barri@res. D@™ apr@s leurs propos lors d@™ une r@union tenue avec l@™ administrateur communal de Bwiza, les habitants de ce quartier ont tous estim@ que cette mesure vient pour renforcer les bandits qui @taient sur le point d@™ @tre ma@tris@s gr@ce @ ces barri@res plac@s de chaque rue. Ils demandent des explications sur le bienfond@ de cette mesure. En effet, ils trouvent qu@™ il s@™ agit d@™ une contradiction dans la politique s@curitaire du gouvernement qui demande @ la population de prendre des mesures pour pr@server la paix et la s@curit@. De son c@t@, l@™ administrateur de Bwiza a fait elle aussi savoir qu@™ elle ne comprend pas le bienfond@ de cette mesure. Esp@rance Ngerageze affirme qu@™ il s@™ agit d@™ une d@cision venue d@™ en haut et et respect@e en attendant qu@™ une autre soit prise. [bonesha/rpa/rtr]